



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
22, rue des Pénitents Blancs  
87039 Limoges

Limoges, le 30/03/2026

Références : DREAL/2026/UD87-2026-74 r géorisques  
Code AIOT : 0006001309

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LIMOGES ENROBES**

Avenue du Président J. Kennedy  
87000 Limoges

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement LIMOGES ENROBES implanté Avenue du Président J. Kennedy Z.I. MAGRE 87000 Limoges. L'inspection a été annoncée le 03/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LIMOGES ENROBES
- Avenue du Président J. Kennedy Z.I. MAGRE 87000 Limoges
- Code AIOT : 0006001309
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Limoges Enrobés bénéficie d'un arrêté préfectoral en date du 26 avril 1994 ainsi que des arrêtés complémentaires du 7 mai 2010 et du 10 avril 2012, pour l'exploitation d'une installation d'enrobage à chaud.

Eurovia prend en charge la partie technique notamment la gestion du matériel ainsi que la thématique qualité, prévention, environnement et Colas gère la partie administrative.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/04/1994, article 7.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Contrôle des niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 07/05/2010, article 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
12	Contrôle des émissions de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/05/2010, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à disposition des fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 07/05/2010, article 6.4.2.	Sans objet
7	Formation incendie	Arrêté Préfectoral du 26/04/1994, article 7-6	Sans objet
9	Gestion et transport des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/05/2010, article 4.1.6.	Sans objet
10	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 07/05/2010, article 1.71.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit apporter des éléments de régularisation pour être en conformité avec les prescriptions en vigueur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise à disposition des fiches de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué les fiches de données de sécurité (FDS) de chaque substance chimique utilisée (mentions de danger, pictogrammes, recommandations...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
<b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué les consignes d'exploitations destinées au personnel pour la manipulation et le stockage des produits chimiques et les mesures prises en cas de déversement des produits chimiques et d'incendie ainsi que la gestion des situations d'urgence. Toutefois, il manque des consignes opérationnelles à proximité des lieux de stockage et d'utilisation des produits chimiques pour garantir des pratiques appropriées. En particulier, aucune consigne n'est disponible au niveau de l'armoire bleue de stockage de GRV contenant des produits corrosifs. Une réflexion similaire pourrait être conduite au niveau de l'atelier.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Des consignes d'exploitation doivent être mises à la disposition du personnel sur le lieu d'activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Capacités de rétention des produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b> S'agissant du stockage des bitumes, par courrier de novembre 2024, l'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection des installations classées l'ajout d'une cuve de 60 m <sup>3</sup> (80 t) de bitume « blanc ». Il n'a pas été fourni de notice technique permettant de démontrer que le volume de la rétention mutualisée du parc à bitume (4 cuves – 3x80 m <sup>3</sup> et 1x60 m <sup>3</sup> ) est suffisante pour respecter 50 % du volume total des réservoirs. Il est pris note que dans le dossier de porter à connaissance transmis en février 2026 (remplacement de la centrale à enrobés), un volume de 180 m <sup>3</sup> est annoncé pour la rétention. Ce volume apparaît adapté pour le stockage actuel mais insuffisant pour le stockage futur (ajout d'une 5ème cuve de contenance 80 m <sup>3</sup> ).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra la note de calcul démontrant la suffisance du volume de la rétention pour la situation actuelle et celle projetée (ajout d'une 5ème cuve), appuyée par un plan permettant de vérifier les éléments dimensionnels de la rétention (surface, hauteur).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b> Le stockage conjoint non compartimenté et/ou non protégé de gaz combustibles (Acétylène notamment - gaz extrêmement inflammable) et d'Oxygène (gaz comburant) à proximité de fûts d'hydrocarbures (matières inflammables) a été observé dans l'atelier de maintenance (photo ci-jointe). Cette proximité et/ou absence de protection augmente le risque d'incendie et d'explosion.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il conviendrait d'améliorer les conditions de stockage des produits pour une meilleure prévention des risques. Par ailleurs, l'exploitant veillera à formaliser de façon suffisante les bonnes pratiques de gestion des produits chimiques sous forme d'affiche signalétique de sécurité relatif au stockage des produits chimiques destinée au personnel mentionnant les consignes de manipulation, les règles de stockage et de séparation des substances (exemple : ne pas stocker d'acides avec des bases, ou des inflammables avec des comburants) à l'aide d'un tableau général de compatibilité basé sur les pictogrammes d'identification du danger de chaque produit chimique en précisant les volumes de rétention. A cet égard, des consignes opérationnelles seraient indiquées au niveau de l'armoire bleue de stockage de GRV contenant des produits corrosifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



## N° 5 : État des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, État des stocks de produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni un inventaire des substances présentes sur site, accompagné d'un plan de situation identifiant la localisation des différentes zones de stockage et d'entreposage des produits. Il conviendra toutefois de préciser si les produits stockés dans l'armoire bleue de stockage de GRV ont toujours un usage (voir photo ci-jointe). A défaut, il conviendra de les évacuer dans des filières adaptées. La signalétique sur les portes devra en outre être en cohérence avec les produits stockés.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2010, article 6.4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le rapport du dernier contrôle des extincteurs communiqué a été réalisé par la société Chubb Sicli le 21/01/2026 qui indique un bon état de l'ensemble des appareils d'extinction (appareil n°26 VESTIAIRE sorti du parc). Par ailleurs, le compte-rendu de la dernière vérification du dispositif de désenfumage présenté a été réalisé par la société Desautel le 24/02/2026 qui indique un bon état de fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Formation incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/1994, article 7-6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel d'exploitation doit être formé à la conduite à tenir en cas de départ d'incendie et au maniement des moyens de lutte.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni un justificatif attestant de la dernière formation sécurité incendie « Manipulation des extincteurs » pour le personnel en date du 09/09/2022.  Par ailleurs, l'exploitant a fourni des diaporamas établis en 2025 sur l'utilisation des produits chimiques, les accidents de projection de bitume, les risques liés au bitume et les recommandations et sensibilisations pour l'entretien du séparateur à hydrocarbures. Ces diaporamas ont fait l'objet de formations pour le personnel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Une formation destinée au personnel d'exploitation devra être reconduite sur les consignes à tenir en cas de départ d'incendie et au maniement des moyens de lutte contre les incendies.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 8 : Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/04/1994, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et adaptées aux conditions d'utilisation conformément aux règles de l'art et satisfaire aux règlements en vigueur en la matière. Elles doivent être maintenues en parfait état et être contrôlées périodiquement par un organisme indépendant. Les compte-rendus de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> Le rapport de la dernière vérification des installations électriques réalisée par la société Bureau Veritas du 06/01/2025 au 07/01/2025 et annoté en date du 27/01/2025 montre que des écarts subsistent et nécessitent une nouvelle intervention pour remédier et lever les dernières non-conformités avant de programmer un nouveau contrôle de l'organisme en 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant communiquera à l'inspection le rapport de la nouvelle vérification des installations électriques réalisée en 2026 par l'organisme de contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 9 : Gestion et transport des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2010, article 4.1.6.
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Gestion et transport des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bordereaux de suivi et d'évacuation des déchets pour élimination ou revalorisation avec la liste mise à jour des transporteurs sont conservés par l'exploitant.
<b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué un bordereau de suivi déchets ainsi que la facture correspondant à la dernière opération d'hydro-curage du séparateur à hydrocarbures en date du 18/03/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 10 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2010, article 1.71.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Prévention de la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents susceptibles de contenir des hydrocarbures ou poussières doivent transiter avant rejet au réseau communal d'assainissement d'eaux usées par un débourbeur-séparateur permettant le respect des caractéristiques de rejet suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- DCO : concentration maxi sur 2h = 600 mg/l et concentration moyenne/j = 300 mg/l</li> <li>- DBO : concentration maxi sur 2h = 200 mg/l et concentration moyenne/j = 100 mg/l</li> <li>- MES : concentration maxi sur 2h = 200 mg/l et concentration moyenne/j = 100 mg/l</li> <li>- hydrocarbures totaux : concentration maxi sur 2h = 20 mg/l et concentration moyenne/j = 100 mg/l</li> <li>- pH entre 5,5 et 8,5 ; - température &lt; 30°C</li> <li>- MES &lt; 100 mg/l</li> <li>- hydrocarbures totaux &lt; 10 mg/l</li> <li>- absence de produits susceptibles de générer des odeurs ou de modifier la couleur du milieu récepteur &lt; 100 mg Pt</li> <li>- absence de métaux lourds et de produits toxiques</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le rapport des dernières analyses du rejet des effluents en sortie de séparateur à hydrocarbures transmis à l'inspection réalisées par Qualyse en date du 22/10/2025 présente des concentrations conformes aux prescriptions sur les paramètres mesurés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 11 : Contrôle des niveaux acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2010, article 5.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des niveaux acoustiques		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, sauf dimanches et jours fériés
> 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de la dernière campagne de mesures acoustiques menée du 18/06/2025 au 19/06/2025 par l'organisme de contrôle Bureau Veritas présente une non-conformité partielle en limite de propriété des mesures en période nocturne sur le point 1 (en limite de propriété nord) et le point 2 (en limite de propriété sud).</p> <p>Le rapport précise que ces dépassements sont imputables au fonctionnement de la centrale d'enrobés, en raison de la proximité immédiate entre les installations et ces points de mesures.</p> <p>En revanche, les mesures sont conformes en zone à émergence réglementée (ZER) au point 3 du voisinage situé au sud du site. Les dépassements constatés en limite de site n'ont pas de conséquence directe sur les niveaux d'émergence sonore chez les riverains.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra programmer une nouvelle campagne de mesures acoustiques en 2027 après remplacement de la centrale à enrobés et la communiquer à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

## N° 12 : Contrôle des émissions de rejets atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2010, article 3.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des émissions de rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets atmosphériques issus des installations doivent respecter les valeurs limites conformément aux dispositions prévues.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué le rapport de la dernière campagne d'analyses des rejets atmosphériques réalisées par la société Bureau Veritas en date du 27/05/2025 qui relève une non-conformité sur le flux de COVNM (Composé Organique Volatil Non Méthanique) mesuré à 3,01 kg/h dépassant la valeur limite d'émission (VLE) fixée à 2 kg/h.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra remédier à cette non-conformité ou apporter tout élément de justification.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'une nouvelle campagne d'analyses des rejets atmosphériques est programmée en mai 2026 et les résultats de celle-ci devront être communiqués à l'Inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>